

France: La vague de grèves, une nouvelle étape de la lutte des classes

Par Joe Kishore, 20 octobre 2010

Les grèves et les manifestations de masse contre les coupes dans les retraites sont l'expression la plus récente et la plus développée d'une nouvelle étape dans la lutte de classes: l'entrée de la classe ouvrière internationale en conflit massif avec les attaques impitoyables contre les emplois et le niveau de vie perpétrées par les capitalistes.

Ces événements portent un coup puissant à toutes les déclarations selon lesquelles la classe ouvrière est une force dépassée et la lutte de classe une relique du passé. Une fois de plus, l'énorme puissance sociale de la classe ouvrière commence à trouver une expression. La division fondamentale de la société moderne, entre bourgeoisie et classe ouvrière, s'affirme dans le contexte de l'effondrement du capitalisme mondial.

Aux dires de tous, les grèves contre la législation qui allongerait l'âge de départ à la retraite s'étendent. Dès le début de la semaine, les stations-service à travers le pays commençaient à manquer de carburant du fait de la grève des travailleurs des raffineries. Les chauffeurs routiers ont rejoint la mobilisation, organisant des opérations escargot sur les principales autoroutes du pays. Des centaines de lycées étaient fermés du fait des blocus lycéens. Des manifestations de masse se déroulent ce mardi, faisant suite à des journées d'action similaires durant la semaine passée qui ont fait descendre plus de trois millions de personnes dans les rues.

L'extension de la grève est la réponse de la classe ouvrière aux mesures répressives du gouvernement Sarkozy, parmi lesquelles le recours au CRS pour briser les blocages des raffineries organisés par les travailleurs. Les ef-

forts des travailleurs pour étendre la lutte et exercer leur puissance sociale les met en conflit de plus en plus ouvert avec les syndicats qui cherchent à réduire les actions de masse.

Les grèves recueillent le soutien écrasant de la population française. Des sondages montrent que 70 pour cent soutiennent les grévistes. Parmi les jeunes de 18 à 24 ans, ce soutien s'élève à 84 pour cent. La cote de popularité de Sarkozy par contre est au plus bas.

Les événements qui se déroulent en France sont des événements qui concernent le monde entier. Ils font partie de cette atmosphère de résistance que l'on trouve dans tous les pays. En Europe, on trouve une opposition de plus en plus déterminée aux mesures d'austérité introduites dans tout le continent suite à la crise de la dette du printemps dernier. Ceci inclut des grèves générales d'une journée en Grèce et en Espagne. En Italie pendant le week-end des centaines de milliers de personnes ont défilé à Rome pour protester contre les mesures d'austérité.

La ré-émergence de la classe ouvrière dans la lutte ne se limite pas à l'Europe. La Chine a été secouée par les grèves des travailleurs de l'automobile; les travailleurs du textile ont fait des actions de masse au Cambodge et au Bangladesh; et les travailleurs de Foxconn en Inde ont fait grève malgré la répression policière. Aux Etats-Unis, la rébellion gronde parmi les travailleurs de l'automobile contre les réductions brutales de salaire préparées conjointement par les entreprises automobile, le gouvernement et le syndicat United Auto Workers.

La classe dirigeante ne cède pas. La réponse du gouvernement Sarkozy face aux grèves qui s'étendent est de se braquer et de répéter que les coupes dans les retraites se feront. Derrière Sarkozy, il y a les banques françaises et européennes qui ont mis en garde que si les coupes n'étaient pas appliquées cela remettrait en question la notation en AAA de la France concernant sa dette. Sur la scène mondiale, l'élite financière et patronale est déterminée à imposer le coût total de la crise du système capitaliste à la classe ouvrière.

Ces événements montrent qu'il n'y aura pas de stabilisation pacifique de l'économie mondiale suite à la panique financière de septembre 2008. L'effondrement du capitalisme mondial a ouvert la voie à une nouvelle ère de soulèvement social et de révolution.

Le conflit ouvert entre la classe ouvrière et l'Etat, qui représente les banques et les entreprises, pose dans chaque pays la question du pouvoir. Dans l'intérêt de qui la société sera-t-elle gouvernée?

Le règne de longue date de la classe capitaliste, sur la base de la propriété privée des moyens de production, signifie l'appauvrissement toujours plus grand de la population, la destruction des droits démocratiques et des conflits militaires toujours plus importantes et sanglantes.

L'alternative est que la classe ouvrière prenne le pouvoir politique et réorganise l'économie mondiale sur la base des besoins sociaux, mettant fin à la dictature des banques et des grandes entreprises sur tous les aspects de la vie politique et économique.

Cette question du pouvoir politique ne concerne pas une période future lointaine. Elle se pose de façon organique et nécessaire à partir de cette nouvelle étape de la lutte de classes. Les revendications des travailleurs français et celles de leurs frères et sœurs de classe dans le monde ne peuvent être satisfaites autrement.

L'obstacle majeur à la résolution de cette crise dans l'intérêt des travailleurs français n'est pas le gouvernement Sarkozy qui est affaibli et

isolé. C'est plutôt la direction syndicale et ses alliés des partis socialiste et communiste et les autres organisations petites-bourgeoises soi-disant de « gauche » qui oeuvrent pour maintenir cette opposition dans le cadre du système capitaliste et de ses représentants politiques. En bloquant la voie à une lutte politique pour le pouvoir, ils travaillent à démobiliser la lutte et à démoraliser les travailleurs.

Que ce soit le Nouveau parti anticapitaliste en France, qui déclare dans sa plus récente déclaration que suite aux grèves, « le gouvernement sera forcé de capituler », le Parti la Gauche en Allemagne, SYRIZA en Grèce ou l'International Socialist Organization aux Etats-Unis, l'objectif de toutes ces tendances est le même: empêcher les travailleurs de comprendre la situation à laquelle ils sont confrontés, de mobiliser leur force et de lutter pour le pouvoir politique.

Pour que la lutte en France soit victorieuse, cette lutte devra se libérer de l'emprise étouffante des syndicats et prendre une voie indépendante. Il est nécessaire que les travailleurs créent des organisations de lutte, des comités d'action, pour lutter pour l'unité la plus large de toutes les sections de la classe ouvrière et la participation active des étudiants, des jeunes, des professions libérales et des couches opprimées des classes moyennes dans une offensive politique et de grèves contre le gouvernement et la classe dirigeante. Les comités d'action feront campagne pour le développement d'une grève générale visant à renverser le gouvernement de Sarkozy et à le remplacer par un gouvernement de travailleurs sur la base d'un programme socialiste.

La question clé est la construction d'une nouvelle direction dans la classe ouvrière pour armer le mouvement d'un programme révolutionnaire clairement établi. Ce que Léon Trotsky écrivait il y a 72 ans dans le programme fondateur de la Quatrième Internationale s'applique pleinement aujourd'hui: La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. La résolution de la crise requiert la construction du Comité international de la Quatrième Internationale dans tous les pays.

